



LA FEDERATION COMMUNIQUE

DEVELOPPEMENT RURAL

ABANDONNÉ AU MARCHÉ

Le développement des zones rurales implique de multiples enjeux. Ils relèvent de défis majeurs que sont l'aménagement du territoire, la vitalité des territoires ruraux, le changement climatique. Il est illusoire de penser les relever sans des politiques publiques actives.

Par la restructuration de l'État, la réduction des effectifs et des dépenses publiques, les politiques successives des gouvernements libéraux ont fragilisé les institutions et les services publics. Après des décennies de recul massif sur l'ensemble du territoire, Macron prétend que les maisons France Services vont assumer leurs multiples missions. Il s'agit d'un ersatz de services publics qui cache mal leurs disparition et privatisation.

Les espaces ruraux concentrent une forte part de catégories sociales populaires où la pauvreté se caractérise essentiellement par des revenus d'activité faibles. Nous sommes bien loin de l'image d'Epinal, développée il y a des décennies par quelques agrariens, défenseurs des propriétaires fonciers, d'une communauté interclassiste rangée derrière des agrobusinessmen toujours actifs, relayée aujourd'hui par les managers du capital. Lors de sa visite en Creuse, Macron, en bon démagogue, a surfé sur les 8,5 milliards d'euros consacrés au monde rural, goutte d'eau dans l'océan. La politique libérale qu'il impose ne répond aucunement aux besoins immenses en matière d'emplois pérennes, de services médico-sociaux, d'habitat, de culture, de transport...

Les espaces agricoles représentent 54 % du territoire. Avec les forêts, ils représentent 88 % du territoire métropolitain. L'agriculture est un enjeu social, économique et structurant qui participe à l'aménagement et au développement des territoires. La variété des climats et des sols, des savoir-faire et des traditions françaises, offre au pays une large palette de potentialités abandonnées.

Aujourd'hui, les fonctions économiques et sociales de l'agriculture et notamment des industries alimentaires sont mises à mal par les logiques ordo-libérales. Les affrontements de classe y sont tout aussi prégnants qu'ailleurs. Les secteurs agricoles comme plus généralement les espaces ruraux doivent être extraits des lois du marché capitaliste.

La France doit se donner les moyens d'un autre type de développement agroalimentaire, productif, intensif en emplois, respectueux de l'environnement, soucieux de sauvegarder les ressources naturelles construisant notre souveraineté alimentaire. Pour cela, les revendications des travailleurs de nos professions, plus de deux millions de salariés sont au cœur de ces confrontations économiques et sociales.

Montreuil,
Le 8 février 2022